

Plus de 5000 entreprises s'engagent à respecter des principes éthiques

Dix ans après: le Pacte mondial continue de se développer



Après dix ans, 5000 entreprises ont signé le Pacte mondial (Global Compact), initié par l'ONU. Ces entreprises s'engagent volontairement à respecter des critères sociaux et environnementaux visant à promouvoir une économie mondiale durable.

Le Pacte mondial (UNGC) a été lancé par l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan lors de la Réunion Annuelle de 1999 à Davos, afin de promouvoir des objectifs sociaux et environnementaux universels. Les entreprises signataires s'engagent à respecter les «bonnes pratiques» en la matière. En signant le Pacte mondial, elles reconnaissent dix principes éthiques pour que les effets de la mondialisation profitent à tous. Ces principes se fondent sur le respect des droits de l'homme et du travail ainsi que sur la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. A ce jour, elles sont plus de 5000 à y avoir souscrit. Pour contrôler si ces principes sont respectés et de quelle manière, les entreprises rendent compte de leur engagement une fois par an. Cette année, la Fondation Guilé implantée à

Boncourt (JU) a examiné quarante rapports, appelés Communication on Progress (COP), publiés par des entreprises de quatre secteurs. Cette étude contribue à l'identification des points faibles et donc au développement du Pacte mondial.

Les entreprises négligent leurs opportunités

L'étude, discutée à Davos en marge de la Réunion Annuelle 2009, dresse un bilan positif. Les entreprises expliquent de manière convaincante de quelle façon elles mettent en œuvre les dix principes du Pacte mondial au sein de leur sphère d'influence. L'analyse a cependant fait ressortir des différences dans l'étendue et l'approfondissement des informations communiquées. Les analystes de la Fondation Guilé ont relevé que, lors de la mise en œuvre des principes, les entreprises se concentrent davantage sur les risques que sur les opportunités. Les passages sur la gestion du risque étaient toujours très détaillés. Toutefois, l'action concrète des entreprises pour mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire de l'ONU reste souvent anecdotique et les mesures qu'elles

prennent ne sont pas toujours en rapport avec leur cœur de métier.

La gestion éthique devient plus importante

Après dix années de croissance constante, l'ONU doit s'interroger sur la manière dont elle entend assurer l'avenir de cette initiative. A cet effet, il conviendra d'examiner l'organisation et les processus relatifs à l'initiative afin que puissent être satisfaits non seulement les besoins formulés par les pays émergents et en voie de développement, mais aussi ceux des sociétés leaders de l'UNGC. Cette discussion sur l'orientation future du Pacte mondial débute dans un contexte économique difficile. Dans le même temps, l'interdépendance croissante due à la mondialisation montre qu'il existe un besoin accru de gestion éthique.

www.unglobalcompact.org
www.guile.net

Entretien avec Peter Maurer, ambassadeur de Suisse auprès de l'ONU

«L'ONU n'est pas un organisme hostile à l'économie»

Quel rôle joue la Suisse dans le Pacte mondial?

Peter Maurer: Dès le début, le Pacte mondial a représenté pour la Suisse une extraordinaire plate-forme qui a montré aux milieux d'affaires suisses que l'ONU est autre chose qu'un organisme hostile à l'économie, s'intéressant uniquement aux conflits en matière de droits de l'homme. Pour moi, le Pacte mondial a toujours été une initiative qui m'a permis de discuter de questions mondiales avec les milieux d'affaires suisses. Une perspective à long terme s'inscrivant dans le développement durable est également cruciale pour l'économie. Cependant, en bons Suisses, nous ne réduisons pas le Pacte mondial à une signature, mais essayons d'en intégrer les thèmes dans les pratiques commerciales des entreprises.

En quoi consiste votre tâche en tant qu'ambassadeur auprès de l'ONU?

Nous disposons d'un bureau national consacré au Pacte mondial et accompagnons l'initiative pour le compte de l'ONU. Afin que le Pacte mondial puisse se concrétiser, l'économie a besoin d'outils, notamment de mécanismes de rapport et de surveillance. La Suisse est un important contributeur financier au Pacte mondial, ce qui permet au bureau d'être bien doté en ressources et d'être en mesure d'offrir les services et outils requis aux entreprises.

Quelle importance le Pacte mondial a-t-il pour le monde économique suisse?

En ce qui concerne la mise en œuvre du Pacte mondial, les entreprises suisses figurent dans le peloton de tête. En tant que



L'ambassadeur de Suisse auprès de l'ONU, Peter Maurer

pays, nous sommes à l'avant-garde de ceux qui en soutiennent l'idée, nous présidons le groupe des donateurs du Pacte mondial et nous participons activement au développement du concept, en coopération avec la Fondation Guilé. Pour moi, il s'agit là d'un des principaux piliers de l'engagement helvétique à l'ONU. Un pays comme la Suisse est beaucoup plus intéressé que d'autres à faire valoir l'économie, la société civile et la science à travers sa politique étrangère.